

L'énergie

Depuis cinq mois environ que le gouvernement est au pouvoir, le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Lalonde) a assisté à des conférences internationales. J'ai eu l'impression, comme beaucoup d'autres Canadiens, que notre participation à ces conférences internationales était réduite au minimum. Nos représentants y sont allés et en sont revenus sans se faire plus remarquer que le proverbial Arabe dans le désert, sans participer aux événements, sans connaître ni comprendre vraiment les problèmes auxquels nous nous heurtons.

Je reprends l'observation du député de Kingston et les Îles qui a signalé au début de son discours que l'OCED, dans un rapport publié aujourd'hui, critique sévèrement le dossier du Canada en matière d'importation et d'économie de pétrole. C'est à une seule exception près, le pire dossier de tous les pays industrialisés. C'est une indication de la gravité du problème que nous avons en tant que pays participant aux transactions internationales dans le domaine de l'énergie.

Entre 1960 et le milieu des années 70, la demande mondiale de pétrole a presque triplé, tandis que la production aux États-Unis, le plus gros producteur du monde, a commencé à baisser en 1970. On croit généralement que les réserves mondiales ont commencé à diminuer en 1975. A l'heure actuelle, le monde consomme quelque 20 milliards de barils de pétrole par année et les nouveaux forages n'ajoutent que 11 milliards de barils environ aux réserves actuelles. Ce fait inéluctable s'est estompé parce que la récession a réduit la demande de pétrole et que les découvertes de la mer du Nord et du Mexique ont créé une surabondance temporaire qui a maintenant été absorbée. En effet, la demande excède de nouveau l'offre, peut-être même d'un million de barils par jour. Personne ne sait au juste. On est en droit de supposer que beaucoup de gisements de pétrole n'ont pas encore été découverts. Mais les suppositions n'ont aucune valeur marchande. Les réserves actuelles n'épuisent inexorablement.

Dans le passé, la technologie nous a toujours tirés d'embaras, mais nos difficultés actuelles sont sans précédent. Les substitutions opérées jusqu'à maintenant—le charbon au bois, le gaz à l'huile de baleine—l'ont été parce que dans chaque cas, on passait à une forme d'énergie supérieure. Cette fois-ci, à mon grand regret, il n'y a pas d'échappatoire en vue. Il est certain que la recherche peut nous aider à mettre au point de nouvelles formes d'énergie, mais, ironie du sort, le coût actuel élevé de l'énergie laisse moins d'argent pour la recherche.

En fait, la conviction que nous devons notre opulence à nos découvertes techniques ne semble, après coup, qu'une demi-vérité. En réalité, c'est l'abondance de nos ressources, surtout le pétrole à bon marché, qui nous a tout donné, depuis les transports aériens de masse jusqu'à l'agriculture à rendement maximal. Des machines grandes consommatrices d'énergie nous ont permis d'exploiter au mieux de précieuses ressources et nous ont procuré l'argent nécessaire pour remplir nos foyers d'appareils et de trucs qui nous donnent l'équivalent énergétique de 80 domestiques par jour. Nous dépensons maintenant cinq à dix calories d'énergie pour produire une calorie d'aliment et déjà nous jetons un regard nostalgique sur les aliments bon marché. C'est l'énergie abondante et bon marché, et non la magie de la technologie, qui a été le moteur essentiel du progrès.

Nous en sommes maintenant arrivés à un stade terrifiant: le commencement de la fin de l'ère du pétrole, la fin de l'ère où

nous vivons de nos richesses, la fin des espérances croissantes. Nous consommerons encore du pétrole au cours du vingt-et-unième siècle, mais même nos optimistes se rendent compte qu'il ne sera pas bon marché. Le prix du pétrole de l'OPEP atteint maintenant à Montréal près de \$36 le baril. La hausse des prix élevés a ralenti la demande. La récession mondiale pourrait provoquer une surabondance de courte durée. Mais l'interruption des livraisons du pétrole iranien a révélé à quel point était faible la marge de nos surplus. Toute pénurie grave pourrait entraîner une flambée des prix. Quelles sont les probabilités que cela arrive?

Il est évidemment encore plus dangereux de jouer aux prophètes que de faire de la politique. Dans quelles prévisions économiques a-t-on tenu compte de l'attitude de l'ayatollah Khomeini ou d'un boycottage pétrolier de la part des Arabes ou encore d'une rupture accidentelle de l'oléoduc qui dessert toute l'Arabie? Quand on songe au jeu de l'offre et de la demande au Moyen-Orient—et c'est de là que viendront les ennuis puisque c'est de là que provient 80 p. 100 du pétrole exporté—on constate que la réalité dépasse souvent la fiction.

L'Arabie saoudite est la principale source d'approvisionnement. Les Arabes ont eu jusqu'à tout récemment, une capacité de production de réserve suffisante pour pouvoir contrecarrer les projets de certains producteurs qui voudraient faire grimper le prix du pétrole. De 1974 à 1978, les Arabes ont abaissé le prix réel du pétrole de 20 à 25 p. 100. Même maintenant, leur prix est aux alentours de \$28 ou \$30, c'est-à-dire qu'il est nettement inférieur au prix demandé par les autres pays producteurs.

Les Arabes se préoccupent de la situation économique qui prévaut dans les autres pays occidentaux qui sont leur principaux clients. Par ailleurs c'est surtout dans ces pays qu'ils investissent leur argent. Aussi, ils craignent qu'une grave récession ne vienne renforcer l'influence des partis communistes en Europe. Comme la demande a augmenté les Saoudiens se sont heurtés à des problèmes de pression en essayant d'augmenter leur capacité de production et au cours de l'année dernière, ils ont réduit de 10 p. 100 leur production qui atteint actuellement 9,5 millions de barils par jour. Comme les prix de l'OPEP sont de plus en plus élevés, il est de plus en plus attrayant de faire des économies d'énergie. A l'instar de certains autres producteurs arabes, les Saoudiens ont des revenus qui dépassent de très loin leurs besoins et, du point de vue économique, ils n'ont donc aucune raison d'épuiser leurs ressources pétrolières rapidement quand ils savent que ces dernières vaudront bien plus cher ultérieurement. L'exemple de l'Iran où un développement trop rapide a engendré la corruption et le chaos risque bien de les inciter à ralentir leur programme d'expansion industrielle accélérée.

La plupart des autres producteurs de l'OPEP suivent une politique identique et même plus radicale et compte tenu des déclarations qui ont été faites, on peut s'attendre à une réduction journalière de quelques trois millions de barils. A l'heure actuelle, l'OPEP produit environ 30 millions de barils sur les 51 millions qui sont consommés tous les jours dans le monde. Le mieux que nous puissions espérer c'est que les pays de l'OPEP augmentent de 20 à 25 p. 100 leur production vers la fin des années 80.

Ce n'est guère rassurant quand on considère la demande future. On s'attend en effet que la population du tiers-monde